

Projet de loi relatif à la répartition des contentieux
et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles

CL AN – Mercredi 29 juin 2011

Monsieur le président,

Messieurs les rapporteurs, (Marcel Bonnot, Alain Marty pour la Commission de la Défense),

Mesdames, Messieurs les députés,

Le projet de loi qui vous est soumis aujourd'hui s'inscrit pleinement dans un mouvement initié en 2009 et destiné à mettre en œuvre les propositions de la Commission sur la répartition des contentieux présidée par le recteur Serge Guinchard. Il parachève l'inscription dans notre droit des préconisations de cette commission.

Ce texte est le pendant de la réforme de la carte judiciaire qui s'est achevée en décembre 2010 : il simplifie l'organisation judiciaire, allège et rationalise les procédures. Aussi le texte qui nous est soumis porte-t-il sur des aspects très différents de l'activité judiciaire, qu'il s'agisse des juridictions de proximité, de la réforme de la justice militaire, de la médiation familiale ou de l'extension des domaines d'application de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité et de l'ordonnance pénale.

I. Premier objectif du texte : simplifier et améliorer la répartition des contentieux.

1. Le projet offre tout d'abord une plus grande lisibilité aux juridictions de première instance, en clarifiant les compétences respectives des tribunaux d'instance et des tribunaux de grande instance.

Cette dualité retrouvée passe aussi par la suppression de la juridiction de proximité : ce troisième ordre de juridiction crée, en effet, une complexité pour les justiciables et les praticiens.

Pour autant, l'apport des 672 juges de proximité est indéniable et le Gouvernement a donc choisi de les maintenir et de les intégrer au sein des tribunaux de grande instance, tout en redéfinissant leur périmètre d'intervention. Je remercie votre rapporteur d'avoir déposé un amendement qui permet de simplifier l'organisation entre juge d'instance et de proximité en revenant sur la compétence de ces derniers en matière de contentieux civils inférieurs à 4.000 €. Ils participeront désormais aux audiences collégiales non plus seulement au pénal mais également au civil. Ils pourront en outre se voir confier la procédure non contradictoire d'injonction de payer.

2. Le texte poursuit par ailleurs le mouvement de spécialisation pour les contentieux les plus complexes, en créant, d'une part, un pôle national compétent pour les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre, qui sera aussi compétent pour les crimes de torture visé par la Convention de New York ; en créant, d'autre part, des pôles régionaux compétents pour les accidents collectifs, qui permettront une meilleure prise en charge de ces affaires sensibles, souvent techniques et de grande ampleur.

Le texte, tel qu'il résulte du vote du Sénat, renforce les capacités d'enquête : ainsi le juge d'instruction pourra procéder à des auditions sur le territoire d'un Etat étranger avec l'accord des autorités de cet Etat.

3. Enfin, le projet réforme **la justice militaire** en supprimant le tribunal aux armées de Paris et en attribuant à la juridiction parisienne la compétence pour les infractions commises en temps de paix hors du territoire de la République par les membres des forces armées ou à l'encontre de celles-ci.

Cette mesure de cohérence et de simplification parachève l'intégration, en temps de paix, de la justice militaire dans la justice de droit commun.

II. L'effort de clarification de notre organisation judiciaire se double d'un effort d'allègement des procédures : le texte ouvre ainsi de nouvelles perspectives pour un règlement rapide et efficace des contentieux civils et pénaux qui ne présentent pas de difficultés particulières.

1. En matière civile et notamment familiale :

Outre que le texte tire les conséquences de deux règlements communautaires instaurant une procédure d'injonction de payer européenne et une procédure de règlement des petits litiges, de nombreuses améliorations ont été apportées :

- ainsi le Sénat a accepté que de futurs époux puisse célébrer leur union dans la mairie de résidence de leur parents, mettant ainsi un terme aux difficultés pratiques difficilement justifiables que nombre d'entre nous connaissent ;
- ou encore que la comparution des parents devant le greffier en chef pour procéder à une déclaration d'exercice de l'autorité parentale conjointe ne soit plus nécessaire.
- en matière de divorce, le texte qui vous est soumis introduit une plus grande transparence sur les prix pratiqués par les avocats en instaurant d'une part, une obligation d'établir dans tous les cas de divorce une convention d'honoraires et d'autre part, un barème indicatif qui sera établi par la Chancellerie, sur simple avis du Conseil national des barreaux. Nous sommes parvenus à un bon équilibre sur ce point qui doit, je le crois, être préservé dans l'intérêt des justiciables.
- enfin, afin de prendre acte d'un récent arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne, le gouvernement a introduit au Sénat des dispositions relatives à l'inscription des experts sur les listes des juridictions. Sur ce sujet, vous êtes saisis de plusieurs amendements (M. Jardé et Hunault) portant sur le statut des experts, qui en l'état n'emporte pas l'assentiment du Gouvernement. Ils tendent en effet à réécrire le statut de ces auxiliaires de justice sans qu'aucune concertation préalable avec les autorités intéressées n'ait pu avoir lieu. Ils remettent en cause en outre la réforme de la prescription civile du 17 juin 2008. Je vous inviterai donc à ne pas les adopter.

Je vous présenterai par ailleurs aujourd'hui plusieurs amendements du Gouvernement et notamment :

- en matière de changement de prénom des enfants adoptés, afin de permettre au tribunal de grande instance, seul compétent pour prononcer une adoption simple, de statuer également sur le changement de prénom de l'enfant. En effet, aujourd'hui les parents doivent saisir un autre juge, le juge aux affaires familiales, de cette question spécifique. Une telle dualité de procédure n'apparaît pas opportune ;

- un autre amendement tend à supprimer les actions possessoires suivant en cela une des recommandations formulées par la Cour de cassation dans ses rapports annuels de 2009 et 2010.

- enfin, il est apparu nécessaire de rendre plus efficace la procédure de saisie-rémunérations. Des modifications vous seront proposées afin d'y parvenir.

2. Le texte étend par ailleurs le champ des procédures pénales simplifiées (ordonnance pénale, comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité, amende forfaitaire et transaction pénale), afin d'alléger les procédures pour réduire les délais de jugement et par là même d'améliorer la pédagogie de la sanction pénale.

A ceux qui émettent des réserves sur l'extension de ces procédures, je veux dire qu'elles sont entourées de nombreuses garanties, que le présent projet de loi renforce par ailleurs, notamment en ce qui concerne l'ordonnance pénale. Elles ont en outre fait la preuve de leur efficacité et du souci constant du respect des droits des personnes.

. ***

Enfin, j'en terminerai par là : le régime de postulation des avocats. Comme vous le savez, excepté en région parisienne, où les avocats ont la possibilité de postuler auprès de différents TGI, il existe dans notre droit un principe de monopole de postulation des avocats devant les tribunaux de grande instance auprès duquel est établi leur barreau. Etendre le régime de postulation au cas par cas ne me paraît pas une solution satisfaisante, c'est pourquoi je m'étais engagé devant vous lors de l'adoption de la loi de modernisation des professions judiciaires et juridiques réglementées à revenir au droit actuel dans le cadre du présent projet de loi. C'est l'objet d'un amendement que je vous présente aujourd'hui.

Ce texte participe donc d'une justice mieux comprise, plus accessible et, qui grâce aux allègements et aux clarifications que nous proposons, verra son fonctionnement substantiellement amélioré, pour un meilleur service rendu au justiciable.

Je vous remercie.